



**FEDERATION LAÏQUE
de centres
DE PLANNING FAMILIAL**

VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE ; QUELLE ÉDUCATION ?

28 MAI 2011

ULB, Salle Dupréel
Avenue Jeanne 44
1050 Ixelles

COLLOQUE



**Colloque du 28 mai 2011
Institut de sociologie de l'ULB, Bruxelles**

FLCPF/CEDIF

34 rue de la Tulipe – 1050 Bruxelles

02 502 68 00 – cedif@planningfamilial.net – www.planningfamilial.net

VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE : QUELLE ÉDUCATION ?

TABLE DES MATIÈRES

Pourquoi et comment faire de l'éducation sexuelle aujourd'hui ? <i>Claire RICCIARDI</i>	3
Quelle formation pour les personnes qui font de l'éducation sexuelle à l'école ? Et quels programmes scolaires ? L'exemple de la Suisse <i>Catherine CHARMILLOT et Zéline BERBERAT</i>	6
Comment prendre en compte les questions de genre et la diversité des orientations sexuelles dans les animations EVAS ? <i>Myriam MONHEIM et Tanguy PINXTEREN</i>	11
L'éducation sexuelle est-elle adaptée au public en situation de handicap ? <i>Marco DI DUCA</i>	15

Les textes n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

POURQUOI ET COMMENT FAIRE DE L'ÉDUCATION SEXUELLE AUJOURD'HUI ?

Claire RICCIARDI, conseillère conjugale au Planning familial de Marseille

Le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) est né en 1956 et est une association de lobbying et de terrain.

On peut distinguer quatre balises importantes pour l'association :

- la mobilisation pour la contraception à partir de 1962
- la mobilisation pour l'accès à l'IVG, acquis en 1975
- l'arrivée du sida
- la prise en compte des violences liée à la réflexion sur les hiérarchies de genre et les assignations liées au sexe.

Il faut distinguer le MFPF des centres de planification qui, eux, dépendent des collectivités territoriales (départements). Le planning familial est financé par des fonds publics mais garde son indépendance politique de par son statut associatif.

Le mouvement a bénéficié d'un large soutien populaire, en 2009, lorsque le gouvernement a voulu supprimer le budget alloué au conseil conjugal qui servait à l'accompagnement des grossesses et à l'éducation à la sexualité.

La campagne médiatique qui célébrait les 20 ans de la loi dépénalisant l'avortement (1995) a montré combien ces questions rencontrent encore l'adhésion de la population et combien elles font partie du socle des acquis que nous voyons mis à mal ces derniers temps.

Si nous faisons appel à notre mémoire, nous pouvons trouver mille indications qui balisent, dès la naissance, les chemins à suivre ou non en matière de relation affective et sexuelle. Des repères posent ou imposent des concepts comme l'honorabilité des femmes, le rapport à la force pour les garçons, l'hétérosexualité du couple. Toutes les sociétés ont toujours fait de l'éducation sexuelle dans un cadre posé par la famille, la religion, le gouvernement, que ce soit de façon initiatique, démonstrative, implicite ou répressive.

Nous pouvons détecter ces chemins, y consentir ou pas individuellement. Nous pouvons aussi dire publiquement que ces chemins nous emmènent dans des endroits où nous ne souhaitons pas aller. Les commentaires de l'affaire Dominique Strauss-Kahn¹, d'un sexisme incroyable, révèlent l'ampleur du chemin qu'il reste à parcourir en France. Les féministes ont rappelé à cette occasion qu'inégalité des sexes et des sexualités trouvent leurs racines dans la même source : celle des rapports sociaux de sexe et de la hiérarchie du masculin sur le féminin. Ces discours sont aussi de l'éducation à la sexualité.

Parlons à présent de ce que l'on appelle l'éducation à la sexualité formalisée. Nous utilisons l'appellation « éducation à la sexualité » que nous pouvons garder si nous l'explicitons comme un processus où nous écoutons, renvoyons la parole, où la personne avance à sa mesure, où nous acceptons qu'elle prenne des risques. Mais il existe toujours l'idée de « discours en direction de la jeunesse ». Historiquement, c'est dans des rapports de force ou dans des contre-pouvoirs que cette idée s'est mise en place.

En France, l'école laïque, en opposition à l'enseignement privé, a voulu se poser comme lieu de transmission et de connaissance. Les premières expériences en la matière datent des années entre 1958 et 1968. On appelait cela « information sexuelle » et le message transmis était basé sur des faits biologiques et des connaissances scientifiques considérés comme neutres. La transmission de

1 Dominique Strauss-Kahn, homme politique français et directeur de la Banque mondiale, fut accusé en mai 2011 du viol d'une femme de chambre dans un grand hôtel de New-York. (Note de l'éditeur)

ces connaissances se faisait dans un esprit de contestation et de résistance à un ordre médical et patriarcal.

Depuis 1973, l'éducation et l'information à la sexualité ont été admises à titre facultatif par l'Éducation nationale. A partir de 1976, au moment où la loi a légalisé l'avortement, l'information est devenue obligatoire, avec l'objectif de prévenir des grossesses non désirées. En fait, c'est toujours la réprobation de l'interruption de grossesse qui incite à faire de la prévention et qui promeut l'éducation à la sexualité. En 1985, l'épidémie de sida bouleverse cette approche et nous passons de la peur de parler de sexualité à la peur de ne pas en parler.

L'insertion de l'éducation à la sexualité dans le parcours scolaire a fait son chemin et est admise, aujourd'hui, tant par le corps enseignant que par l'opinion publique.

En 2001, une nouvelle loi sur l'avortement élargit le délai de 12 à 14 semaines d'aménorrhée et permet aux mineures de déroger à l'autorisation parentale. Elle inclut également une obligation d'information et d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires à raison d'au moins trois heures annuelles par groupe d'âge homogène. Ces préconisations ambitieuses n'ont été assorties ni de moyens, ni de suivi dans leur application (qui prend cela en charge ? quel personnel former ? quel temps de travail dégager ? Etc.). A part dans quelques rares cas, les séances d'information se réduisent donc à une séance en fin de collège, soit pour des élèves de 14-15 ans.

L'éducation à la sexualité a commencé par la reconnaissance de la planification familiale et est restée très liée aux droits sexuels et reproductifs concernant la contraception et l'interruption de grossesse. Elle est le plus souvent rattachée au secteur et aux professionnels de la santé ce qui lui donne une propension à être hétérocentrée, même si l'épidémie de sida a un peu corrigé cette tendance normative au sujet de la parentalité et de la vie sexuelle. Les statistiques du nombre d'interruptions de grossesse restent un sujet brûlant et politisé. On perçoit toujours le regret d'une prévention basée sur un modèle hygiéniste d'éducation sanitaire : on explique comment fonctionne le cycle féminin, comment on prend la pilule et on fait ainsi baisser le nombre d'avortements.

Nous sommes également pris dans une campagne assez sordide qui sépare la population en dénonçant les personnes issues de l'immigration musulmane comme n'intégrant pas ou refusant les valeurs d'égalité homme-femme. Le Ministre de l'intérieur prétend même que ces populations font baisser le niveau scolaire. Certains médecins considèrent que les jeunes filles issues de cette culture font des interruptions de grossesse comme elles vont acheter du pain !

Dans ce contexte, certains établissements, et parfois même des parents, demandent aux séances d'éducation à la sexualité de servir de « pompiers ». On nous demande plus volontiers, d'ailleurs, d'intervenir dans les collèges accueillant des jeunes de milieux sociaux défavorisés. On considère que les valeurs amenées par les séances d'éducation à la sexualité, comme la nécessité de la contraception ou l'égal respect de la liberté des garçons et des filles, sont déjà données par la famille et l'environnement social dans les classes sociales aisées.

Les comportements de la jeunesse ne sont que le reflet de ce qui se passe dans la société. Nous ne voulons pas être instrumentalisées pour répandre un nouvel ordre social de la femme qui travaille, qui est sous contraception et devient mère tout en restant femme, etc. Nous souhaitons aussi être attentives à ne pas homogénéiser les groupes que nous rencontrons. Nous voulons, au contraire, penser avec eux la complexité des relations, des appartenances, des statuts, des projets et des moments de vie. Tant que les personnes n'ont pas pris la parole, nous ne pouvons pas parler à leur place. Nous intervenons auprès des jeunes dans des quartiers dits difficiles mais nous nous concertons également avec des adultes éducateurs, en réfléchissant aux représentations personnelles de la vie affective et sexuelle, en tentant de comprendre les mécanismes d'acquisition et de transmission des stéréotypes de sexes.

Quatre axes constituent les fondements de notre réflexion :

- l'éducation populaire
- l'assignation de genre
- l'écoute centrée sur la personne dans une relation d'aide
- la réduction des risques

Nous avons également une réflexion à propos de l'interruption de grossesse, qui constitue notre base historique et une grande partie de notre pratique. C'est une réflexion formatrice car elle est à la croisée des problématiques de prévention, du rôle des hommes et des femmes, des relations dans le couple, du pouvoir médical, de la famille, de l'environnement social. Nous avons forgé, dans les années 80, le terme d'« éducation sexualisée » pour rappeler que c'est le rôle de chaque éducateur de prendre en compte le côté sexué de l'éducation.

Comment se fait ce travail de relais ? Feu le ministère des droits des femmes, aujourd'hui le secrétariat du droit des femmes (que nous craignons à tout moment de voir supprimé), finance ces relais sous forme de programme de cinq jours appelé « Masculin, féminin, sexualité » qui peut être suivi de travail en réseau, sous la forme de stagiaires accueillis par le planning familial (infirmières, assistantes sociales, médecins). Nous avons réussi, à Marseille uniquement, à rentrer dans un module optionnel de formation à la contraception pour médecins, créé à l'initiative d'un service qui trouvait qu'il y avait trop d'avortements. En France, la contraception est enseignée aux médecins en deux heures et aucune compétence à l'écoute et à l'entretien n'est enseignée. Nous avons également, à Marseille toujours, le programme PRODAS (programme de développement affectif et social à l'attention de classes de jeunes enfants), importé du Québec.

Pour conclure, nous sommes dans une période où tout est passé à la moulinette comptable pour répondre à des protocoles, si possible, généralisables. Il nous faut beaucoup d'énergie pour défendre des actions souvent difficilement évaluables à court terme qui doivent respecter la variété et la complexité des aspirations.

QUELLE FORMATION POUR LES PERSONNES QUI FONT DE L'ÉDUCATION SEXUELLE À L'ÉCOLE ? ET QUELS PROGRAMMES SCOLAIRES ? L'EXEMPLE DE LA SUISSE

*Catherine CHARMILLOT et Zéline BERBERAT,
éducatrices en santé sexuelle dans le canton du Jura (Suisse)*

En Suisse romande, le planning familial offre des entretiens, individuels ou en groupe, dans une démarche faite par l'usager. Le planning familial fait de l'information à la contraception et propose des tests de grossesse, la contraception d'urgence, des tests HIV et IST mais ne pose pas d'actes médicaux ; ainsi l'avortement ne se pratique qu'en milieu hospitalier.

L'éducation à la santé sexuelle est, elle, obligatoire dans le système scolaire et nécessite la collaboration des éducatrices en santé sexuelle, des conseillères de planning familial et des infirmières scolaires. L'éducation sexuelle à l'école est faite par des personnes extérieures au cadre scolaire et formées à cette tâche : les éducateurs-trices en santé sexuelle et reproductive.

Leur formation est, aujourd'hui, universitaire, s'étale sur deux ans et s'adresse à des personnes de plus de 26 ans qui ont déjà une expérience de vie. Elle est destinée aux professionnels exerçant dans un domaine médical, psychosocial ou éducatif et se destinant aux métiers d'éducateur et formateur en santé sexuelle et reproductive et de conseiller en santé sexuelle et reproductive en milieu scolaire, préprofessionnel, médical ou dans des centres de conseil.

Descriptif de la formation

Modules de formation pour la première année

Interactions et connaissances de bases :

- Entrer en relation avec une personne au sujet de l'intimité et de la sexualité
- Expliquer les éléments de base de la sexualité
- Prendre en compte le rapport à la fertilité

Rôle et Mandat :

- Développer des stratégies de prévention dans le domaine de la sexualité
- Elargir son horizon : regards actuels sur la sexualité
- Identifier les enjeux éthiques et les limites du mandat professionnel
- Séminaire de développement personnel

Publics :

- Couple, famille, filiations
- Informer et soutenir les parents dans leur rôle éducatif
- Communiquer avec les adolescents en matière de vie affective et sexualité

Modules de formation pour la deuxième année

Méthodologies d'intervention :

- Conduite de groupe
- Conduite d'entretiens
- Technique de communication, marketing et travail en réseau

Approfondissement des connaissances nécessaires à la pratique :

- Contraception
- Infections sexuellement transmissibles
- Maltraitance - Abus sexuels
- Migration et santé sexuelle

- Interruption de grossesse
- Difficultés sexuelles - Entrée dans la sexualité
- Pornographie et éducation sexuelle

Conceptualisation de la pratique :

- Stages d'observation sur le terrain : 3 jours d'observation dans chaque discipline, Education sexuelle et Conseil en santé sexuelle
- Stages pratiques : 1 stage de minimum 70 heures sur 26 semaines entre septembre et juin dans un service cantonal d'éducation sexuelle; expériences dans des classes de différents niveaux sous supervision d'un professionnel accompagnant.
- Sessions de pratique réflexive : analyses de situations vécues en stage
- Travail de diplôme : cours de méthodologie et travail de diplôme

Descriptif des programmes scolaires

Ecole enfantine²

Objectifs pour l'école enfantine

- Rencontrer les parents des enfants
- Insister sur l'importance du rôle des parents et de la famille dans l'éducation sexuelle des enfants
- Provoquer les échanges de points de vue et d'expériences
- S'enrichir de différents moyens d'action
- Présenter le programme destiné aux enfants du 2ème degré enfantine
- Présenter le programme d'éducation sexuelle de tous les degrés concernés

Soirée destinée aux parents

Thèmes abordés :

- La confiance en soi, l'estime de soi
- La relation sexuelle
- La fécondation
- La naissance
- L'intimité du couple
- Les jeux du docteur, jeux de rôle (papa-maman)
- Le complexe d'Œdipe
- La masturbation
- Les émotions
- Les gros mots
- La pudeur
- Les médias, internet
- Le Sida et les enfants
- La prévention des abus sexuels avec la présentation du programme destiné aux enfants
- La présentation du programme d'éducation sexuelle de la 4ème au postscolaire

Intervention en deuxième année enfantine (1x2h15)

Thèmes abordés :

- Informer les enfants sur leur corps et sur les différences sexuelles

2 Equivalent à l'enseignement maternel pour la Belgique. (Note de l'éditeur)

- Éveiller les enfants au respect de leur intimité
- Faire la différence entre les parties du corps « privées » et les parties « publiques »
- Prévention des abus sexuels
- Découvrir les messages du corps : émotions et sentiments
- Renforcer leur capacité à dire NON!
- Savoir où chercher de l'aide en cas de difficultés
- Rechercher les scénarios où l'enfant se sent en sécurité

Ecole primaire

Objectifs pour l'école primaire

- L'animateur veillera à instaurer un dialogue avec les élèves.
- Il cherchera à créer un climat de confiance, dédramatisera et apportera des rectifications aux informations véhiculées par l'environnement.
- Les démarches pédagogiques peuvent varier selon l'âge des enfants ou les thèmes abordés : support audio-visuel, débat, travail de groupe, présentation de documents, questions-réponses, jeux interactifs.
- A tous les degrés, il serait judicieux que les élèves puissent poser des questions par écrit de manière anonyme lors de la première rencontre. Elles constituent un indicateur précieux des représentations et des interrogations des élèves.

Intervention en quatrième année – 10 ans (1x1h30)

Thèmes abordés :

- Développement psychoaffectif
- Expression des émotions
- Préparation aux changements liés à la puberté
- Anatomie, physiologie, différence des sexes
- Amitié, amour, tendresse
- Relation sexuelle
- Conception, grossesse, accouchement
- Homosexualité, orientation sexuelle
- Prévention des abus sexuels
- Sensibilisation aux dangers d'internet

Selon les questions anonymes, d'autres thèmes seront abordés.

Intervention en sixième année – 12 ans (1x1h30)

Thèmes abordés :

Anatomie, physiologie, différence des sexes

- Modifications physiques et psychologiques liées à la puberté
- Rappel des différences de rythmes des développements pubertaires
- Masturbation
- Relation sexuelle et sentiment amoureux
- Homosexualité, orientation sexuelle
- Médias et internet (pornographie, violence)
- Prévention contre les comportements sexuels abusifs
- Respect de soi et des autres

Selon les questions anonymes, d'autres thèmes seront abordés.

Ecole secondaire

Objectifs pour l'école secondaire

- L'animateur veillera à instaurer un dialogue avec les élèves. Au cours de ces échanges, les différents points cités dans les thèmes seront abordés.
- Il importe de créer un climat de confiance, de dédramatiser, de rassurer et d'apporter des rectifications aux informations erronées.

Intervention en huitième année – 14/15 ans (2x1h30)

Thèmes abordés :

- Anatomie, physiologie, différences sexuelles
- 1ère relation sexuelle : peurs-envies-limites-pressions
- Limites, droits et responsabilités liés à la sexualité
- Préservatif, contraception et pilule d'urgence
- IVG (interruption volontaire de grossesse)
- IST (infections sexuellement transmissibles)
- Orientation sexuelle
- Lieux de référence
- Pornographie
- Harcèlement
- Relations entre pairs

Intervention en neuvième année – 15/16 ans (1x1h30)

Thèmes abordés :

- Etat actuel de l'évolution du SIDA, statistiques, recherches, traitements
- Expression des émotions (peur, lassitude, colère...)
- IST les plus fréquentes : quels symptômes?
- Vérification des connaissances
- Comportements à risque
- Comment parler du préservatif avec son, sa partenaire
- Démonstrations de l'utilisation du préservatif
- Que faire en cas de rupture du préservatif?
- Test HIV
- Pilule d'urgence
- Etc.

Scolarité post-obligatoire (18ans et plus)

Objectifs

Les objectifs seront réellement définis en fonction de différents paramètres soit :

L'âge des élèves de la classe

Nombre d'élèves

Public : majoritairement féminin ou masculin

Milieu : apprentis / étudiants

Leurs préoccupations premières, etc.

Thèmes abordés

- Relation sexuelle : érotisme, sensualité, plaisir, fantasmes, peur, performance, phases

- d'excitation, frigidité, impuissance, désir sexuel
- Orientation sexuelle : hétéro – homo – bisexualité
 - Droits et devoirs : responsabilité, limites, respect, contraception
 - IVG, grossesse : loi, choix, adresses utiles
 - IST, SIDA : préservatif, pilule d'urgence, test HIV, PEP
 - Pornographie : licite, illicite
 - Réseau : liste de professionnels, adresses utiles, associations diverses, sites, ouvrages

COMMENT PRENDRE EN COMPTE LES QUESTIONS DE GENRE ET LA DIVERSITÉ DES ORIENTATOINS SEXUELLES DANS LES ANIMATIONS

*Myriam MONHEIM, psychologue au Plan F
Tanguy PINXTEREN, enseignant*

Au Québec et au Pays-Bas, des groupes d'intervention sur l'homosexualité existent depuis plus d'une quinzaine d'années. Des jeunes homosexuels témoignent dans les écoles, soit à la demande de celles-ci, soit de manière plus structurée. L'objectif est de démystifier l'homosexualité, de lui donner un visage pour sortir du simple concept vu dans les médias, de susciter de l'empathie et de permettre des échanges avec les jeunes intervenants. Dans ce genre d'approche, on essaye de briser les tabous et on donne l'occasion aux élèves de poser des questions aux personnes qui viennent témoigner. L'inconvénient, c'est que s'il s'agit seulement d'un témoignage, cela explique seulement un parcours personnel qui n'est pas le reflet des parcours de jeunes homosexuels. Cela pose également la question de la sélection des personnes qui viennent témoigner. On ne va pas prendre des personnes trop stéréotypées (un garçon efféminé, une fille trop masculine), si on veut dénoncer les stéréotypes. La construction du récit et du témoignage peuvent aussi poser problème si on demande d'y inclure des éléments qui ne seraient pas tout à fait vrais, pour aborder des questions précises comme les soirées ou le coming out, par exemple. Dès lors, dans quelle mesure est-ce que l'on ne cadenasse pas un peu l'échange ? Au niveau de la construction des stéréotypes, on peut bousculer certains préjugés. Par exemple, un militaire qui va témoigner de son homosexualité, cela surprend. Mais cela revient à dire que l'on peut être viril et homosexuel. Mais alors qu'en est-il du garçon plutôt efféminé ? Il reste discriminé. L'autre inconvénient est que l'empathie peut se muer en compassion ou en victimisation lorsque certains aspects sont dramatisés. Cela peut aussi forcer la catégorisation binaire entre homo et hétéro.

Une deuxième approche pédagogique est celle de la discrimination. Elle consiste à mettre en évidence les manifestations de l'homophobie et à décrypter les mécanismes de discrimination homophobe en les mettant en relation avec d'autres discriminations comme le sexisme ou le racisme. Concrètement, devant une classe métissée, on se sert du public en partant plutôt des questions de racisme. Si les préjugés racistes ont déjà été expérimentés par le public, on leur explique que d'autres sont victimes également de préjugés mais par rapport à leur orientation sexuelle. L'idée est qu'il faut respecter l'autre dans sa différence, amener la question de la diversité et du rejet de toute discrimination. Cette approche permet une généralisation, de faire des parallèles et de faire une analyse de la construction des stéréotypes. On part du vécu de toute le monde en matière de discrimination (par rapport à la couleur de peau, la religion, l'apparence physique, etc). Cela permet de favoriser l'intégration de tous en mettant en avant la diversité. On peut éventuellement inclure l'un ou l'autre témoignage mais en allant au-delà en abordant la question des droits humains et de l'égalité. Cette approche peut aussi déboucher sur des actions au sein de la classe ou de l'école. Il y a certainement dans l'école des personnes victimes de discrimination même si on a l'impression d'être dans une école ouverte. Quelles actions concrètes mettre en place ?

Il y a quand même quelques inconvénients à cette approche. D'abord, on reste au niveau des valeurs et des principes plutôt qu'au niveau des personnes. Il y a un risque de moralisation. Cela peut aussi renforcer les groupes établis quand on parle des homos et des hétéros, des hommes et des femmes, des blancs et des noirs, etc. Il y a un risque de catégorisation binaire qui renforce les catégories en forçant les personnes du groupe à se positionner dans une catégorie ou une autre. Or à l'adolescence particulièrement, on ne sait pas forcément si on est homo ou hétéro. Cette démarche peut aussi donner l'impression que cela reste de l'ordre du discours et que rien n'est fait concrètement. En fait, l'idée majeure est de penser que si on a affaire à un public qui lui-même est « minorisé », victime de

préjugés racistes par exemple, il sera plus ouvert ou aura plus de propension à l'empathie pour la discrimination dans un autre cadre. Mais c'est faux. Ce n'est pas parce que l'on est issu de l'immigration que l'on comprend mieux le vécu de l'homophobie et ce n'est pas parce que l'on est homosexuel que l'on est d'office plus sensible aux difficultés des autres.

La troisième approche pédagogique est celle que l'on pourrait qualifier de « queer » : pédagogie de l'analyse et de la déconstruction des stéréotypes de genre. Elle consiste à se servir des grilles de lecture féministes pour déconstruire les stéréotypes de genre sans négliger pour autant les autres approches. Concrètement, nous avons développé un canevas d'animation de ce type basé lui-même sur un travail en ateliers avec l'association *Genres Plurielles* dont l'un des objectifs principaux est de rendre visibles les personnes transgenres et intersexes. L'idée est de montrer que la catégorisation binaire de genre est vécue par tout le monde dès le plus jeune âge, même avant la naissance. On montre une photo de bébé et, à une partie du groupe, on propose de compléter « *Ce petit garçon pleure parce que...* », à l'autre groupe, on propose « *Cette petite fille pleure parce que...* ». Il s'agit d'une expérience utilisée en psychologie. On observe qu'en général, les explications concernant les pleurs sont différentes en fonction du sexe du bébé. Cela permet de poser la question de l'interprétation de l'image en fonction du présumé de genre.

S'il n'est pas si facile d'identifier le genre du bébé, on peut se demander ce qui fait que l'on classe toujours les gens dans un groupe homme et dans un groupe femme. Il y a très peu de place pour le doute. Il doit donc être possible de définir ce qu'est un homme et ce qu'est une femme avec une définition qui soit acceptable pour tout le monde. On fait donc deux colonnes femme - homme et on essaye de dire ce qui fonde les différences. Ce qui vient d'abord ce sont les caractéristiques physiques, génétiques mais aussi la maternité, la paternité, les comportements sociaux. Ensuite, on reprend certains des éléments en les classant dans des critères physiques, biologiques, de comportement et des fonctions occupées dans la société. On se demande alors si nous-mêmes nous correspondons à tous ces critères et on essayent d'en éliminer pour finalement arriver à tout éliminer. Même dans les critères biologiques, ce n'est pas si évident et on en arrive à se demander si un homme qui aime un autre homme ou une femme qui aime une autre femme, est-ce que c'est encore un homme, est-ce que c'est encore une femme ? Une femme qui n'a pas d'enfant, est-ce que c'est une femme ? Finalement, une troisième colonne apparaît et est la plus remplie. Si aucun critère n'est valable pour discriminer les hommes et les femmes, de manière directe et infaillible, cela revient à poser la question de la discrimination au sens de la séparation hiérarchique. Cela permet aussi de parler d'homophobie, de sexisme, du rejet des personnes qui ne sont pas tout à fait dans une colonne ou dans une autre. Cela permet d'aborder les préjugés sexistes, homophobes. On peut également leur soumettre le questionnaire de l'hétérosexualité (cf. ci-dessous) et répondre à des questions plus spécifiques sur les droits, sur les personnes LGBT et transgenres. L'homophobie est présentée comme l'un des aspects de l'hétérosexisme, qui est la plus grande discrimination de base, et les différences avec les autres formes de discrimination sont abordées. Cela ouvre à une plus grande diversité des représentations sexuelles et permet d'aborder les questions d'identité de genre et d'orientation sexuelle. Des actions émancipatrices à long terme peuvent aussi apparaître. Par exemple, une élève avait remarqué que tout était mélangé et que l'on n'y voyait plus clair. Certes, mais cela permet aussi de dire que le monde n'est pas tout noir ou tout blanc mais qu'il est plein de couleurs. On peut le voir comme une source d'angoisse mais aussi comme une source de grande liberté et d'émancipation. Le désavantage de cette approche est d'être assez généraliste puisqu'elle ne présente pas de situations individuelles. Elle peut aussi déstabiliser le groupe et même susciter l'angoisse, en raison de la perte de repères, si même le repère fondamental homme - femme qui fonde la société n'est plus si évident. Cette démarche peut être perçue comme plus militante et plus radicale dans certains milieux.

L'approche pédagogique « queer » a été testée plusieurs fois dans différents contextes que ce soit

dans l'enseignement général ou dans des classes de l'enseignement professionnel, assez mixtes, et qui ont bien réagi. Au-delà des élèves, il y a aussi un gros travail à faire avec les enseignants, avec les professionnels du planning familial, de la jeunesse, des associations LGBT. Quelle que soit la manière dont on prend ces sujets, il est important de ne pas oublier de quoi on parle. L'hétérosexualité est dans un continuum et il y a d'autres orientations sexuelles même si on ne les nomme pas. L'important, devant un groupe, est de se dire que probablement il y a au moins un candidat à la non-hétérosexualité parmi eux. On a au moins un ou une jeune qui se pose des questions sur son orientation sexuelle. L'orientation sexuelle n'est pas un choix : on ne choisit pas d'être homosexuel(le). On parle beaucoup de coming out, du fait de révéler son homosexualité mais en fait dans la communauté LGBT, il y a tout autant de pressions normatives que dans le monde des hétérosexuels. Ce monde est aussi traversé par des stéréotypes, des discriminations et des dominations, comme par hasard du masculin sur le féminin, du « blanc » sur le non-occidental, des classes aisées sur les autres. Il ne faut pas idéaliser le monde LGBT. Soyez prudents en abordant ces questions avec des jeunes, dites-leur que des espaces associatifs existent, que ce sont des lieux de socialisation mais qu'ils peuvent aussi être très fermés.

Questionnaire sur l'hétérosexualité que l'on peut utiliser en animation

D'où pensez-vous que puisse provenir votre hétérosexualité ? À quoi l'attribuez-vous ?

Quand et dans quelles circonstances avez-vous décidé d'être hétérosexuel ?

Quand et dans quelles circonstances avez-vous découvert être hétérosexuel ? Comment vos parents ont-ils réagi ?

À qui avez-vous avoué votre hétérosexualité ? Comment ont-ils réagi ?

Se peut-il que votre hétérosexualité ne soit qu'une phase difficile et troublante à passer, une étape à franchir ?

Est-il possible que votre hétérosexualité soit une réaction à une peur névrotique des personnes de votre propre sexe ?

N'est-il pas possible que tout ce dont vous avez besoin soit un ou une bonne amant(e) homosexuel(le) ? Comment savez-vous que vous ne préféreriez pas cela si vous ne l'avez jamais vécu ?

L'hétérosexualité ne dérange pas tant qu'on ne fait pas étalage de ses sentiments. Pourquoi toujours parler d'hétérosexualité ? Pourquoi toujours se centrer là-dessus ?

Pourquoi les hétérosexuels font-ils toujours un spectacle de leur sexualité ? Pourquoi ne peuvent-ils pas vivre sans s'exhiber en public ?

La grande majorité des agressions sexuelles sur des enfants sont dues à des hétérosexuels. Croyez-vous que votre enfant soit en sécurité en présence d'hétérosexuels, dans la classe d'un professeur hétérosexuel en particulier ?

Plus de la moitié des couples hétérosexuels qui se marient cette année divorceront dans les trois ans. Pourquoi les relations hétérosexuelles sont-elles si souvent vouées à l'échec ?

Devant la vie malheureuse que mène les hétérosexuels, pourriez-vous souhaiter à votre enfant d'être hétérosexuel ?

Songeriez-vous à envoyer votre enfant chez le psychologue s'il avait des tendances hétérosexuelles ? Seriez-vous prêt à faire intervenir un médecin ? A lui faire entreprendre une thérapie pour qu'il change ?

La fréquentation d'hétérosexuels n'augmente-t-elle pas la tentation d'essayer soi-même, surtout pour les personnes jeunes et influençables ?

Ne craigniez-vous pas de transmettre votre hétérosexualité à vos enfants ?

Êtes-vous bien sûr d'avoir assez d'homosexuels dans votre entourage proche pour offrir à vos enfants d'autres modèles identificatoires qu'hétérosexuels ?

Pourquoi avez-vous toujours ce besoin de vous retrouver entre vous, de sortir dans certaines boîtes, d'aller à des festivals ou des conférences sur ce thème ?

N'avez-vous pas l'impression de créer un ghetto qui stigmatise encore plus l'hétérosexualité ?

L'EDUCATION SEXUELLE EST-ELLE ADAPTEE AU PUBLIC EN SITUATION DE HANDICAP ?

Mario DI DUCA, psychologue (CEFES)

Pourquoi la question de la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes en situation de handicap est-elle toujours d'actualité, depuis si longtemps ? J'ai eu l'occasion de participer, à Bruxelles, à une petite étude sur les besoins des jeunes âgés de 18 à 28 ans. Nous sommes partis des données de l'enquête de santé nationale dans laquelle une partie importante est consacrée à la sexualité. Nous avons également envoyé près de 5.000 questionnaires et nous avons fait des entretiens individuels. Déjà dans l'enquête nationale de santé, on remarque que la qualité de vie des jeunes en situation de handicap est moins bonne, ils n'ont pas d'amis ni de réseau social, ils présentent proportionnellement plus de maladies mentales au sens large du terme. Quand on a dépouillé les questionnaires, nous avons constaté que tout cela était vrai mais qu'en plus la majorité vivaient chez leurs parents, que leur situation financière ne leur permettait pas de sortir, que toutes les activités centrées vers l'extérieur étaient problématiques, que décider par eux-mêmes était très compliqué, qu'ils n'avaient pas de loisirs. Ils n'avaient évidemment pas de petit ami, quel que soit le genre, sauf ceux qui vivaient en institution. Quand on vit en institution, on a plus de chances d'avoir un petit ami même si on ne partage pas la même chambre ! Tout cela s'est confirmé dans les interviews. La vie affective de manière générale, et particulièrement la vie amoureuse, était très compliquée. Ces jeunes, au-delà du fait de ne pas avoir de loisirs, avaient également de grosses difficultés à faire respecter leurs droits fondamentaux. Ils avaient aussi beaucoup de problèmes de perception et d'acceptation de la différence que ce soit en famille et par les autres mais aussi par eux-mêmes. Il s'agit donc de questions sur l'identité au sens large du terme.

Alors, en quoi l'éducation à la vie affective et sexuelle est-elle utile ? J'aborderai mon expérience auprès de services d'accompagnement de personnes en situation de handicap ainsi qu'un exemple d'intervention dans l'enseignement spécialisé en Communauté germanophone. Je travaille avec plusieurs services qui proposent, en milieu ouvert, un accompagnement pour les personnes en situation de handicap. J'interviens essentiellement autour de la problématique de la parentalité de la personne déficiente mentale. Face à cette situation, les intervenants s'interrogent sur ce qu'ils ont fait ou pas fait, sur ce qu'ils ont laissé faire. Souvent, pour se défendre, ils disent ne s'être rendu compte de rien, n'avoir rien vu, ne pas avoir été au courant. C'est vrai que les personnes en situation de handicap cachent leur grossesse, y compris aux professionnels qui les entourent. Lorsque l'enfant est là, les professionnels s'inquiètent et me demandent alors ce qu'ils doivent faire. Souvent les questions sont très techniques et pratiques : comment apprendre à la mère, aux parents à s'occuper d'un enfant (stériliser et chauffer un biberon, changer un bébé, ranger une chambre, etc...). Cela ne touche pas nécessairement à la vie affective et sexuelle même si c'est bien en fait le véritable enjeu et que je l'aborde. Si les parents peuvent vraiment s'inscrire dans ce projet de parentalité, cela en favorise la réussite. Les problèmes de couple sont peut-être plus fréquents, surtout parce que l'idée d'avoir un enfant et de l'élever en couple, ne va pas nécessairement de soi. C'est le cas pour tout le monde mais pour les personnes en situation de handicap, il y a vraiment d'autres enjeux autour du fait de devenir parents, liés notamment à leur méconnaissance de la sexualité. La seconde expérience a trait à l'intervention d'une psychologue dans l'enseignement spécialisé en Communauté germanophone. Elle a utilisé des « baby care », ce sont des poupées qui fonctionnent avec des piles et qui réagissent comme un bébé. Elles pleurent, il faut les nourrir et les changer comme un vrai bébé. Elle a travaillé avec ces poupées dans une classe d'une dizaine d'élèves de l'enseignement spécialisé dont la majorité voulaient devenir parents très rapidement. Les élèves ont dû s'occuper de ces poupées pendant une semaine. Plusieurs sont mortes faute de nourriture ! Au bout du processus,

il n'y avait plus beaucoup de jeunes qui étaient prêts à avoir des enfants rapidement. Cela pose quand même la question de la position omnipotente d'un professionnel mettant la personne devant ses limites.

Alors comment, à l'école, à un âge où se joue beaucoup de choses, aborder la vie affective et sexuelle avec un public en situation de handicap ? Il faut être conscient que, particulièrement en cas de déficience mentale, il faut répéter les choses, les inscrire dans du concret et travailler sur du long terme. Il ne sert à rien de faire seulement une ou deux séances. Il y a beaucoup de travail à faire et qui ne l'est pas aujourd'hui. L'idéal serait également d'inscrire la thématique de la sexualité des personnes présentant un handicap, dans les animations pour un public général ; notamment, pour éviter que des parents en situation de handicap ne se retrouvent extrêmement isolés. Il s'agit toujours de questions d'actualité alors que cela fait plus de trente qu'on les aborde sous différentes formes. Pourquoi n'y a-t-il pas d'évolution ? Pour moi, parler de vie affective et sexuelle et du handicap en général n'est pas pertinent. Parle-t-on de sexualité, d'homosexualité, de parentalité ? Parle-t-on de la sexualité d'une personne handicapée physique, d'une personne déficiente mentale ou polyhandicapée ou d'une personne qui présente un symptôme d'Asperger, ce n'est évidemment pas la même chose. On a tendance à tout mélanger et finalement, on ne parle de rien. De quoi parle-t-on et jusqu'où va-t-on ? S'ajoute à cela la question de qui parle ? J'ai parfois fait du récit sans le savoir en animant des formations avec des personnes déficientes mentales. C'était passionnant mais aussi très « casse-gueule ». Je reprendrai une anecdote à ce propos. J'ai animé une formation avec Gaëtan, handicapé et président d'une association de personnes handicapées. C'est une personne qui aime bien parler, qui a de l'humour et qui est un peu « rentre dedans ». C'était une formation à l'attention d'éducateurs travaillant dans le domaine du handicap. Gaëtan leur a dit d'emblée : « si moi, je n'étais pas là, vous ne seriez pas là non plus, vous n'auriez pas de boulot ». C'est vrai, mais un des éducateurs l'a vraiment mal pris et revendiquait une certaine vocation par rapport à son travail. Ce qui m'a vraiment impressionné, c'est que lorsque cet éducateur a pris la parole, Gaëtan a repris instantanément son rôle de personne handicapée. Il s'est assis et n'a plus rien dit. Sans jeter la pierre à l'éducateur, il y avait là un rapport de pouvoir instantané.

La notion de pouvoir et notamment du pouvoir en institution, est essentielle. Si on relit *Histoire de la sexualité* de Michel Foucault, au-delà de la sexualité, il parle du pouvoir. On associe souvent le pouvoir à la politique et à la hiérarchie. Michel Foucault le décrit comme étant une technique de techniques, un outil propre à chacun de nous vis-à-vis de l'autre; et surtout, de l'autre qui a un peu moins de pouvoir, notamment une personne en situation de handicap. Pour les personnes en situation de handicap, l'éducation à la sexualité ne consiste pas seulement à leur apprendre le fonctionnement de leur corps, de la procréation, etc. L'enjeu est de leur permettre de prendre conscience d'elles-mêmes dans leur rapport aux autres et de faire comprendre aux autres cette relation de pouvoir.

On est toujours dans une relation de pouvoir. C'est inévitable. Comment on en prend conscience et comment faire pour ne pas coincer l'autre dans un espace qui n'est pas le sien et lui permettre d'acquérir un espace de plus grande liberté ? Je ferai référence à l'ouvrage *Autonomie et démocratie* d'Edouard Delruelle. Il évoque notre liberté autour des composantes constitutives de toute société. Il y a un axe horizontal qui représente la relation à l'autre, les échanges selon certaines règles. Il y a un axe vertical qui représente le pouvoir plus ou moins démocratique qui veille à ce que ces règles soient respectées. Dans l'espace horizontal, le respect de l'autre c'est le respect de la liberté de l'autre. C'est un premier espace de liberté. Dans l'axe vertical, la liberté c'est la possibilité soit d'élire celui qui a le pouvoir hiérarchique, soit de lui résister. Il y a un troisième espace, plus transversal, que je qualifierais d'espace du temps. Comment est-ce qu'on s'approprie à la fois les échanges et le rapport au pouvoir ? Le temps est soit le passé parce qu'on fait comme on a toujours fait, soit le

futur parce qu'on a envie de créer quelque chose de nouveau. La personne en situation de handicap est, elle, très coincée, en fonction des déficiences, dans une bulle où finalement la liberté qu'elle a de faire dépend de l'image qu'on lui renvoie et du droit qu'on lui octroie ou pas. Et en terme de futur, cela dépend des personnes qui l'accompagnent pour construire de nouvelles choses. Comment nous inscrivons-nous là-dedans ? Comment résistons-nous, échangeons-nous autrement et, en termes de formation, comment inscrivons-nous les gens dans un projet ? Pour moi, la formation autour de la vie affective et sexuelle, c'est ça. C'est apprendre aux personnes en situation de handicap à échanger, par exemple sur la relation amoureuse, mais aussi leur apprendre à résister, à construire un projet et leur dire qu'elles ont des droits.

Edité par la FLCPF/CEDIF, novembre 2011.
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Réalisation : Claudine Cueppens

© Tous droits de reproduction réservés.
D/2011/12700/7